

Le Burundi va déplacer sa capitale de Bujumbura à Gitega

@rib News, 22/12/2018 – Source AFP La ville de Gitega, dans le centre du Burundi, va remplacer Bujumbura comme capitale politique de ce pays de la région des Grands Lacs, cette dernière restant toutefois la capitale économique, a annoncé le porte-parole du gouvernement burundais.

Le gouvernement burundais “vient d’adopter un projet de loi historique fixant la capitale politique à Gitega et la capitale économique à Bujumbura”, a indiqué vendredi dans un tweet Jean-Claude Karerwa Ndenzako, porte-parole du président Pierre Nkurunziza. “Les séances du Conseil des ministres se tiendront désormais à Gitega où cinq ministères seront aussi établis dès le début de l’an 2019”, a-t-il ajouté, précisant qu’il s’agit notamment des ministères de l’Intérieur, de l’Education et de l’Agriculture. La décision doit encore être approuvée par le Parlement, très largement dominé par le parti au pouvoir. Le changement de capitale politique fait suite à une promesse datant de 2007 du président burundais Pierre Nkurunziza, qui justifiait ce choix par la position centrale de Gitega, contrairement à Bujumbura, située dans l’ouest du pays sur les rives du lac Tanganyika. Gitega, petit bourg de seulement 30.000 habitants (Bujumbura compte 1,2 million d’habitants), était à l’époque coloniale la capitale de la monarchie burundaise. Et l’opposition accuse le président Nkurunziza de tenter de restaurer symboliquement la royauté. Un activiste burundais requérant l’anonymat estime par ailleurs que Gitega n’est pas prête à devenir la capitale politique en lieu et place de Bujumbura, considérée comme un bastion de l’opposition et dans laquelle M. Nkurunziza passe de moins en moins de temps. “Il n’y a pratiquement pas de bureaux à louer, il y a très peu d’hôtels et de restaurants”, dit-il. “C’est une décision irréaliste, totalement loufoque car en plus le pays traverse une grave crise économique et n’a pas les moyens de déménager et d’installer les 5 ministères à Gitega”. Sur les réseaux sociaux, de nombreux détracteurs du pouvoir se moquent d’une décision prise selon eux en dépit du bon sens, se demandant pourquoi le président a agi ainsi alors que la Chine vient de lui construire à Bujumbura un palais présidentiel valant plus de 20 millions de dollars. Le Burundi est en crise depuis que le président Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été réélu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise ont fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d’après les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});